

1007

A2

N° 11298

Crises Rwandaises : la série des revanches et leur impact sur une paix durable dans ce pays .

Un même pays, un seul peuple, une seule langue, une culture commune, n'est-ce pas là des raisons suffisantes pour une cohabitation harmonieuse? Et pourtant depuis plus de sept siècles, se jouent dans ce petit pays des grands lacs, des rivalités ethniques ayant entraîné des luttes fratricides qui auront fait jusqu'à ce jour, plus d'un million de morts. La crise rwandaise qui a fait couler tant d'encre et de salive n'a pas fini d'étonner le monde qui continue de s'interroger:

Pourquoi ces rivalités et massacres périodiques ?

Pourquoi le règlement pacifique a-t-il échoué ?

Y a-t-il un espoir de paix pour ce pays ?

Il sera question tout au long de ce texte d'essayer de répondre à cette série de questions en s'inspirant des leçons de terrain laissées par la mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (M.I.N.U.A.R.), ainsi que de plusieurs écrits sur ce pays.

Les rivalités et massacres au Rwanda ont des causes très anciennes qui ont évolué au fil du temps jusqu'à la guerre civile de 1994. Pour les comprendre il faut remonter l'histoire du pays, plus précisément l'époque précoloniale, l'ère coloniale, et surtout les années d'indépendance au cours desquelles va se produire l'événement qui marquera pour toujours le Rwanda et qui va d'ailleurs conditionner le reste de son histoire.

A _ Faits historiques et causes du conflit

I _ L'époque précoloniale et les causes lointaines du conflit .

Le Rwanda fut originellement habité par les Twas, peuple pygmée vivant de chasse, de cueillettes et de miel. Ils ne constituent qu'à peine 1% de la population actuelle du pays; vinrent ensuite du sud-est, les Hutus, agriculteurs bantous représentant aujourd'hui 85% de la population Rwandaise. La cohabitation entre Twas et Hutus s'effectuera sans problème, les activités de survie des uns et des autres n'ayant aucun point d'intérêt commun. Enfin arrivèrent du nord est, les Tutsis, population pastorale de type nilotique formant aujourd'hui un peu plus de 14% de la population. Ces derniers bien que minoritaires, réussirent à s'imposer aux Hutus et aux Twas, et adoptèrent la langue de leurs sujets; plus tard, ils mirent en place une administration de type féodale avec à la tête un roi Tutsi très puissant et vénéré: " le mwami ".

11_ L'administration précoloniale

Le mwami règne en maître absolu sur une société hiérarchisée avec à la base les Twas, minoritaires sans influence politique, les Hutus majoritaires soumis, et enfin au dessus, les Tutsis, seigneurs disposant du pouvoir politique, économique et militaire. Le royaume est divisé en plusieurs unités administratives traditionnelles. Chaque unité est sous la responsabilité d'un notable issu de la lignée royale. Les terres appartiennent au roi qui les distribue d'abord aux seigneurs, à la noblesse puis à l'ensemble des Tutsis propriétaires de

bétail et ensuite seulement aux agriculteurs Hutus, en quantité parfois insuffisante lorsque les seigneurs se montraient trop gourmands.

Chaque agriculteur devait payer un tribut équivalant au tiers de ses revenus. En dehors de cet impôt officiel, les paysans étaient souvent rançonnés par les classes privilégiées ainsi que les collecteurs de tributs. Toute protestation était violemment réprimée et l'auteur exproprié de ses terres ou soumis à de lourdes amendes. Pour échapper à toutes ces injustices les paysans demandaient assistance et protection auprès de ces mêmes classes qui leur réclamaient en retour des services tels que les travaux domestiques, la garde du bétail, le déplacement de l'autorité en hamac, etc.

Sur le plan économique et social, la vache était considérée comme l'unité de valeur, signe de richesse et de noblesse. Les agriculteurs Hutus étaient donc écartés de cette distinction quelque soit l'étendu de leur domaine champêtre. Le système était tellement bien entretenu que l'appellation " Tutsi " dépassait le cadre ethnique pour être assimilée à l'abondance et à la noblesse, de sorte qu'un Hutu relativement aisé pouvait, s'il le désirait, acquérir des bœufs et devenir " Tutsi " c'est à dire accéder à la basse classe des nobles. Ne dit-on pas souvent " qu'il vaut mieux être queue de lion plutôt que tête de souris " ? Le nouveau Tutsi pouvait alors prétendre accéder à des charges administratives généralement liées à l'exploitation agricole.

Au Rwanda précolonial et dans une certaine mesure dans celui d'aujourd'hui, il y a plusieurs anecdotes qui relatent avec éloquence la supériorité de l'ethnie Tutsi sur celles des Twas et Hutus; parmi toutes, la plus dangereuse est sans doute celle relative à la notion de " prince né ". Selon cette anecdote, les Tutsis seraient des descendants du roi SALOMON et de la reine de SABA, (personnages historiques de la bible) et auraient immigré de l'Ethiopie au Rwanda. Elle est dangereuse parce qu'elle se rapporte à la religion donc frise le fanatisme; elle est surtout dangereuse parce qu'elle fait des Tutsis des gens nés pour commander et non pour l'être: cela légitimerait alors d'emblée la domination des Tutsis sur les deux autres ethnies.

Revenons au système d'exploitation agricole pour dire qu'entre temps, la situation était devenue insupportable pour les agriculteurs lorsque la demande d'impôt croissait pendant que l'octroi des terres diminuait et que le rançonnement persistait. Cette situation a non seulement accru la pauvreté chez les paysans mais aussi renforcé l'antagonisme entre les classes. Il faut ajouter à cela les tracasseries administratives et les abus de tout genre perpétrés par la classe privilégiée, la frustration due à la mise à l'écart des affaires de la cité, et toutes les conditions seront réunies pour une crise latente.

C'est pourtant avec ce lot d'injustices et de frustrations que cette société accueille le colonisateur allemand en 1896 puis le belge en 1920.

II _ L'administration coloniale.

Contre toute attente, l'administration coloniale belge à l'instar de son prédécesseur allemand va adopter la politique de diviser pour régner. Pour cela:

Elle va d'abord légitimer la domination des Tutsis sur les Twas et les Hutus ;

Ensuite conserver et adapter les structures précoloniales ;

Enfin exploiter grâce à ces structures la classe défavorisée des Hutus dans les plantations industrielles, source de revenus pour la métropole. En conséquence, à la veille de l'indépendance, la haine entre Hutus et Tutsis avait atteint son paroxysme.

21 _ Légitimation de la domination Tutsi.

A leur arrivée, les Belges ont donc réaffirmé la prédilection de la classe pastorale au commandement sur les agriculteurs en affirmant pour se justifier leur aptitude particulière

dans ce domaine. En réalité, les nouveaux maîtres ne voulaient pas démanteler le système empirique mis en place et qui marchait fort bien. Cela leur évitait d'avoir affaire à la majorité Hutu qu'il aurait fallu prendre en main ainsi qu'aux anciens maîtres de ceux-ci qui auraient vu leur pouvoir bafoué. Dans le domaine scolaire il n'y avait pas de surprise, l'école n'était réservée en grande partie qu'aux enfants des classes privilégiées; seule une minorité Hutu pouvait y avoir accès souvent par les écoles de missionnaires religieux. Au plan politique, les Belges se sont ralliés à la classe dirigeante, ont renforcé et soutenu le " mwami " et ses structures administratives, en prenant soin de les adapter aux intérêts de la métropole. La formule est dite indirecte: les Belges dictent et les Tutsis assurent le commandement sur le terrain, par l'intermédiaire de fonctionnaires précoloniaux convertis à la nouvelle administration. Beaucoup de ces fonctionnaires ainsi que les chefs et notables étaient rémunérés sur les revenus des collectes agricoles des paysans, ce qui rendait le système moins coûteux. Une chose cependant était désormais claire: dans le nouveau système, les Tutsis n'étaient plus les maîtres mais des exécutants privilégiés.

Ces structures mises en place, il était plus facile de faire maintenant face à la production.

22 _ L'exploitation agricole coloniale.

Les services demandés par l'administration coloniale pour la métropole étaient essentiellement des cultures d'exportation; pour le faire un minimum d'infrastructures routières, ferroviaires et immobilières (magasins de stockage) devaient être construits et à moindre coût; quant aux plantations elles-mêmes, le café était la culture principale, mais les paysans ne savaient ni ne voulaient exécuter pareilles cultures qui n'avaient à leurs yeux aucune valeur nutritive. Il revenait donc aux fonctionnaires Tutsis de faire exécuter tous ces travaux par la force; en cas d'échec l'administration coloniale exerçait à son tour des pressions sur eux ; ces fonctionnaires vont alors pratiquer les méthodes précoloniales à outrance de façon beaucoup plus contraignante à cause des délais à respecter et des objectifs à atteindre, d'où les sévices corporels et exactions de tout genre sur les exécutants. Quant aux collectes, elles sont désormais doubles: une pour l'administration coloniale, une autre pour les dignitaires de la monarchie sans oublier les abus des collecteurs. Tout ceci accentuera la haine des populations exploitées contre la colonisation mais surtout contre leurs anciens maîtres devenus maintenant des oppresseurs intermédiaires.

L'ère coloniale devenait un enfer où le rwandais était coincé entre l'oppression monarchique et coloniale. Le ras le bol commençait par envahir la couche exploitée (Hutus, Twas et prolétaires Tutsis); les minorités monarchique et coloniale devenaient alors un carcan qu'il faudra coûte que coûte briser pour se libérer. Tout ceci coïncidait avec la montée du nationalisme en Afrique. La situation oppressive et toutes les frustrations accumulées finiront par déclencher une explosion. Les Belges vont alors changer de camp en faveur de la majorité Hutu qui représentait en réalité les vrais intérêts coloniaux.

23 _ Le changement de soutien belge et le début de la révolution.

Pour manifester leur soutien à la majorité, les Belges acceptèrent de plus en plus de Hutus dans l'administration tandis que beaucoup de résolutions furent adoptées à leur profit; c'est ainsi que l'esclavagisme domestique dont étaient victimes les Hutus fut aboli. Un décret fut pris selon lequel les chefs seraient désormais élus et non désignés, ce qui ouvrirait automatiquement la porte d'accès aux postes politiques longtemps fermés aux Hutus majoritaires; plusieurs chefs et notables perdirent leurs postes pour avoir abusé de la masse paysanne. Cette baisse d'autorité sur leurs sujets ne plaira pas aux dignitaires Tutsis qui

manifestèrent leur mécontentement à leurs associés Belges; ce faisant ils devenaient une cible commune au colonisateur, à la majorité Hutu ainsi qu'aux prolétaires Tutsis. Ce changement de soutien a été un grand succès pour les Belges parce qu'il a redonné confiance aux Hutus, fragilisé la monarchie et innocenté le colonisateur qui devient alors un arbitre au dessus de la mêlée.

L'influence désormais réduite des Tutsis et la prise de conscience de ce handicap par les classes opprimées vont accélérer les sentiments de contestation et la mise en cause de la monarchie .

24_ La révolution rwandaise et la chute de la monarchie

En 1957, la lutte pour l'indépendance avait atteint son paroxysme au Ghana qui s'érigait en exemple pour les autres mouvements nationalistes africains. Le Rwanda ne demeurera pas en reste. Les classes ouvrières Hutus et prolétaires Tutsis publièrent un manifeste pour critiquer le statut quo. En mars de la même année, Grégoire Kayibanda, un Hutu du sud, créa le mouvement social Hutu qui réclamait l'abolition des classes privilégiées, le partage équitable des terres, l'accès à la scolarisation, à toutes les activités socio-économiques et à la liberté d'expression . Plusieurs autres publications suivirent dont la plus radicale et populaire fut le *parmehutu*. En réponse, les dignitaires Tutsis créèrent l'union nationale rwandaise (UNAR) pro- monarchique et anti- Belge . Par la suite les choses vont bouger vite et, en novembre 1959, suite à un incident entre un responsable d'un parti Hutu et des partisans Tutsis , un soulèvement massif et sanglant des classes eut lieu . Pendant deux ans des milliers de Tutsis furent chassés et tués, leurs cases brûlées, le roi Kigéri V fut déposé et contraint à l'exil avec des milliers d'autres Tutsis. Les exilés se répartirent dans les pays limitrophes: République Démocratique du Congo (ex Zaïre), Burundi, Tanzanie; une grande majorité se rendit en Ouganda. Au Rwanda un gouvernement intérimaire fut formé. En septembre 1961, des élections présidentielles démocratiques furent organisées sous l'auspice des Nations Unies .Grégoire Kayibanda en sort vainqueur et devient président en octobre de la même année . Le 1er juillet 1962, l'indépendance du Rwanda fut proclamée.

Les Hutus en prenant le pouvoir politique ont mis fin à des siècles de domination Tutsi. L'histoire va aussi changer de camp, dorénavant l'avenir du Rwanda dépendra de la façon dont les nouveaux maîtres gouverneront le pays .

III _ La première république et l'administration Hutu

Pendant son mandat présidentiel Kayibanda fera face à une double opposition interne et externe. Sur le plan interne, il est accusé de mener une politique régionaliste en faveur des Hutus du sud, sa région de provenance, et de n'être pas capable de mener des réformes convenables. Il est également accusé d'être trop modéré, voire bienveillant vis à vis des Tutsis. A l'extérieur, les réfugiés Tutsis s'organisent et font des incursions armées au Rwanda en vue de forcer leur retour. De mars 1961 à juillet 1966, dix incursions au total ont été menées à partir des différentes frontières du pays. La plus importante fut celle menée à partir du Burundi, que l'armée rwandaise en coordination avec le commandement belge dut repousser de justesse, les rebelles ayant progressé jusqu'à 20 km de Kigali, la capitale du pays. Ceci causera d'autres milliers de morts et de réfugiés à la suite des représailles de Hutus sur les Tutsis ayant choisi de rester au Rwanda, en dépit des événements de 1959 .

C'est à la faveur de cette double tension interne et externe que, le 5 juillet 1973, un coup d'état amena le major général Juvénal Habyarimana alors ministre de la défense et Hutu du nord au pouvoir .

Le nouveau président saura -t-il gérer cette situation et ramener le pays au calme? Pour l'heure, l'histoire des réfugiés se poursuit dans leur nouveau pays d'accueil.

31 _ Le séjour des réfugiés en Ouganda et les causes récentes du conflit

En Ouganda, le nombre des réfugiés des premières heures est estimé à 100.000 auquel viennent s'ajouter ceux des derniers événements. Très vite acceptés par sympathie, les réfugiés ont trouvé aide et réconfort auprès des populations locales d'abord et du Haut Commissariat aux Réfugiés(H C R) ensuite, jouissant ainsi dans les camps de réfugiés d'une garantie minimale de survie. Mais les choses vont vite changer car ceux d'entre eux qui avaient réussi à s'exiler avec leur troupeaux vont quitter les camps à la recherche de pâturages; d'autres suivront, cherchant à s'installer pour mener une vie décente. Ils vont vite s'adapter et même avoir un train de vie et des positions sociales qui vont susciter envie et jalousie chez les autochtones. Comme il fallait s'y attendre, cela créera des problèmes de nature à fragiliser le régime de Milton Oboté président de la république d'alors; celui-ci prend des résolutions pour leur interdire le droit de citoyenneté et de vote avec une intention à peine voilée d'expulsion hors du pays. Mais un coup de théâtre se produit et Oboté est déposé par Idi Amin Dada. Celui-ci réhabilite les Banyarwandais (comme on les appelle là- bas) et fait d'eux des privilégiés sur le plan social et surtout militaire. En 1980, Oboté revient au pouvoir et déclare persona non grata tous les Banyarwandais, y compris Mussévénini son adversaire politique qu'il voulait écarter de la course à la présidence de la république. Celui-ci prend le maquis, suivi quelque temps plus tard de quelques officiers d'origine rwandaise. Un sentiment de haine et de xénophobie s'installe dans le pays et entraîne en 1982 le massacre et l'expulsion des étrangers. Plus de cent mille personnes seront concernés. Parmi eux la plupart des jeunes gens iront grossir les rangs de l'armée de libération de Mussévénini, certains retourneront dans les camps de réfugiés tandis que les autres préféreront rentrer au pays natal, le Rwanda.

Ici commence la politique et les responsabilités du président Habyarimana

IV _ La gestion du problème des réfugiés par le régime Habyarimana

En choisissant de rentrer au pays natal, les réfugiés Rwandais avaient donné au président de la deuxième république, le major général Juvénal Habyarimana, toutes les chances de réussite: montrer aux yeux du monde sa bonne foi en prenant à coeur ce problème qui est le sien, président de tous les rwandais. Au lieu de cela, il réagit en fermant la frontière avec l'Ouganda. Les réfugiés qui avaient déjà réussi à regagner le sol rwandais furent massés dans une étroite réserve où beaucoup parmi les plus jeunes et les vieux moururent de faim et de maladies. Cette erreur politique majeure sera en réalité la cause principale de la guerre civile de 1994, car elle aura montré aux rebelles qu'ils ne pouvaient pas compter sur les bonnes grâces d'Habyarimana pour rentrer chez eux. L'idée de recours à la force devenait alors inévitable. Ceci fut déterminant par la suite, car lorsqu'à la veille de la guerre, Habyarimana se mettra avec sérieux à la recherche d'une vraie solution, plus personne ne le croira, et les rebelles attaqueront.

En 1986, quand Mussévénini prenait le pouvoir par la force à Kampala, le tiers de ses combattants était des Banyarwandais. Le chef d'état major adjoint de cette division était aussi Banyarwandais, un certain Fred Rwigyema qui sera plus tard le premier patron de la rébellion. D'autres encore avaient des postes clés comme l'actuel chef d'état major des forces armées rwandaises, le major général Paul Kagamé qui était commandant en second des services de renseignement. Encore une fois, cette promotion des officiers étrangers ajoutée au nombre

impressionnant de leurs soldats au sein de la nouvelle armée Ougandaise ne plaira pas aux autochtones dans leur ensemble. Ils ne ménageront d'ailleurs aucun effort pour critiquer ouvertement cette ascension des Banyarwandais. Il se crée alors trois situations: d'un côté le président Mussévéni coincé entre ses compagnons de lutte détestés par son peuple, et ce même peuple, objet de sa politique; de l'autre les Banyarwandais déçus de leur pays d'accueil pour lequel ils ont tout sacrifié y compris leurs vies mais qui aujourd'hui, les jalouse et les chasse; enfin leur pays d'origine qu'ils ont quitté par la force des choses et qui n'est pas prêt à les accepter moins encore à les accueillir.

L'une des choses qu'il leur restera à faire sera de rentrer de force au pays natal d'où ils furent chassés il y a deux décennies. Le F.P.R. voit le jour, regroupant tous ces anciens maquisards auxquels viennent s'ajouter tous les volontaires Tutsis de la sous région

V _ La première attaque des rebelles sous le régime Habyarimana .

Le 1er octobre 1990, le F.P.R. fort d'une armée de 15000 hommes bien entraînés et rompus aux techniques de guérilla attaque le Rwanda. Un Rwanda mal préparé à une invasion de cette envergure, fragilisé par l'éternel problème nord -sud et un multipartisme naissant. Cette attaque intervient au moment même où le président Habyarimana avait pris à coeur le problème pour lui trouver une solution négociée. Les rebelles connurent un succès foudroyant. En quelques jours ils percèrent jusqu'au quartier présidentiel. Les assaillants ne furent finalement repoussés que grâce à l'aide des pays amis. A la veille du cessez le feu, les rebelles avaient conservé une portion de terrain frontalière avec l'Ouganda correspondant au cinquième du territoire national rwandais. Ils garderont d'ailleurs cette portion comme gage territorial mais surtout comme tête de pont de leur soutien logistique à partir de l'Ouganda. Deux semaines après cette attaque, la situation interne, le succès des rebelles et les pressions extérieures vont amener le président Habyarimana à la table de négociation de Wanzi en Tanzanie. Une série d'autres négociations suivront qui aboutiront aux accords d'Arusha le 7 mars 1993.

S'il est reconnu que ce sommet était un succès, il n'en est pas de même pour son application.

B _ L'échec de l'application des accords d'Arusha et ses conséquences .

Le sommet d'Arusha entre le gouvernement rwandais et le F.P.R. prévoit de régler les problèmes étape par étape à savoir : Faire respecter le cessez le feu , établir un gouvernement de transition à base élargie à tous les partis politiques, désarmer les deux factions protagonistes et bâtir une armée nationale, enfin, effectuer des élections présidentielles et législatives. Le cessez le feu va être respecté grâce à la présence des observateurs de l'O.U.A., dans un premier temps, et les forces des Nations Unies au sein de la M I N U A R ensuite. La plus grande difficulté sera sans doute la formation du gouvernement de transition à base élargie.

Programmé initialement pour le 5 janvier 1994, ce gouvernement n'a jamais vu le jour essentiellement à cause des conflits à connotation ethnique entre les partis . Les enjeux politiques de ces partis finiront par plonger le pays dans une logique de violence dont seuls les auteurs maîtrisent les données . Assassinats, intimidations, appels à la vengeance, caractérisent la vie au Rwanda pendant cette période préélectorale. Tout ceci crée un climat de tension , de peur et d'insécurité permanente dans le pays. Cette insécurité est d'autant plus difficile à maîtriser que tout le monde à Kigali, la capitale, peut se procurer une grenade pour la modique somme de 5 fr.

A la base de cette violence on retrouve le F.P.R. et la C.D.R. (coalition pour la défense de la république) qui se font une guerre sans merci . Le F.P.R. accuse la C.D.R. d'être

un parti trop radical et anti -Tutsi, d'utiliser la radio " Mille Collines " pour inciter à la violence, et surtout d'utiliser les « interahamwé » (milice armée) pour perpétrer cette violence . Il menace de reprendre les hostilités si ce parti entrait dans le gouvernement. A son tour la C.D.R. accuse le F.P.R. d'avoir profité de ses victoires militaires pour obtenir les accords d'Arusha qui favorisent ce parti. La C.D.R. dénonce donc ces accords et demande leur révision avant la tenue des prochaines élections. Il est à noter que, des 4 partis d'opposition que comptait le paysage politique rwandais, seule la C.D.R. n'a pas signé les accords d'Arusha depuis leur promulgation . La conséquence de tout ceci est la paralysie des activités politiques devant aboutir à la formation du nouveau gouvernement.

Quant au président Habyarimana, il subit des pressions de tous côtés: d'une part la position des deux radicaux qui menacent la paix et la poursuite des activités, de l'autre la communauté internationale et surtout l'O.N.U. qui le pousse à poursuivre rapidement la mise en place des nouvelles institutions sous peine de sanctions et de retrait de la M.I.N.U.A.R.. C'est dans cette confusion politique faite d'insécurité, de haine inter ethnique et de calculs politiques où tout le monde veut recevoir sans donner que le président doit décider de l'avenir du Rwanda. Le 6 avril 1994, alors qu'il revenait du dernier sommet d'Arusha, le président Habyarimana trouva la mort dans un accident d'avion au dessus de l'aéroport de Kigali. Accident d'avion , attentat par les extrémistes Hutus, attentat par le F.P.R. avec la complicité de certains éléments belges de la M.I.N.U.A.R., tout aura été dit à propos de cet événement qui demeure jusqu'ici un mystère. Dans tous les cas, l'hypothèse d'un simple accident d'avion est à exclure, d'autant plus que plusieurs personnes, y compris des diplomates logés à proximité de l'aéroport, ont témoigné avoir entendu des explosions suivies de quelques rafales d'armes automatiques juste avant l'accident de l'avion présidentiel. Quoi qu'il en soit cet accident n'aura servi qu'à compliquer davantage un climat politique déjà très tendu .

VI _ L'éclatement de la guerre civile

Le blocage politique dû à l'intransigeance de certains partis et surtout le bras de fer entre le F.P.R. et la C.D.R. auront été l'élément moteur de la guerre civile au Rwanda. L'accident d'avion ou plus précisément l'assassinat du président n'aura été que la conséquence logique d'une telle situation. Ce qui était considéré comme un jeu politique se transforme en une tragédie qui plonge tout le pays dans une guerre civile sans issue.

En effet, à l'annonce de la mort du président, le F.P.R. lance une nouvelle offensive avec une armée renforcée et bien déterminée, jouissant d'un commandement effectif et efficace. De l'autre côté les forces gouvernementales (F.A.R.) répliquent en rangs dispersés sans unité de commandement avec une troupe totalement démoralisée. Ainsi la garde présidentielle, la gendarmerie et le reste de l'armée effectuent, chacun de son côté, des actions isolées sans coordination ni cohésion. Il faut ajouter à ces forces la milice armée de la C.D.R. qui jouit aussi d'un commandement séparé, hors du pouvoir militaire. La conséquence de tout ceci a été le dérapage que l'on a connu pendant cette guerre et qui s'est traduit par des pillages et des massacres d'ordre ethniques ayant fait des centaines de milliers de morts.

La victoire du F.P.R. est due à sa détermination et sa parfaite maîtrise des opérations spéciales, expériences acquises dans le maquis en Ouganda, le tout aidé par la défaillance des troupes gouvernementales qui ont passé leur temps à venger leur président par des actes de violences stériles .

Aujourd'hui, cette crise est consommée, Habyarimana est mort, ses forces armées vaincues et disséminées à travers l'Afrique; le F.P.R. est au pouvoir . Mais est - ce là, la fin du problème rwandais? A la lumière de l'évolution de la situation actuelle, la réponse est, sans risque de se tromper, négative. C'est sans doute ce même constat qui a poussé les nouvelles autorités de Kigali à vouloir établir une ceinture de sécurité le long de leurs frontières. En effet, en poussant les Banyamulengués (ex-zaïrois Tutsis d'origine rwandaise)

à la révolte contre le pouvoir central de Kinshasa, les nouvelles autorités rwandaises ont voulu résoudre deux problèmes : mettre hors d'état de nuire les militaires de l'ancien régime rwandais qui menaient des incursions sur le territoire rwandais à partir des camps de réfugiés de Bukavu et de Goma dans l'ex - Zaïre (région des Banyamulengués), ensuite et surtout après le départ des réfugiés de cette région pour cause d'insécurité, s'octroyer un corridor de sécurité allant de la Tanzanie au Burundi en passant par l'Ouganda et l'ex - Zaïre. Il est clair que cette solution n'est qu'un palliatif et non une réponse définitive au problème car, le régime actuel de Kigali commet les mêmes erreurs que son prédécesseur; en le faisant, il porte en lui même les germes de sa destruction. En effet les réfugiés qui rentrent au pays ne bénéficient d'aucune garantie de sécurité leur permettant de mener une vie convenable; certains sont mis en prison sans jugement, d'autres exécutés, ceux qui restent ont perdu leurs terres et leurs maisons qui sont occupées soit par l'armée ou tout simplement attribuées à un autre citoyen qui en devient propriétaire. L'hégémonie de l'ethnie Tutsi dans la région des grands lacs va générer à plus ou moins long terme un nouveau conflit armé car, avec l'avènement au Rwanda et au Burundi de deux régimes minoritaires Tutsis régnant sur deux populations majoritaires à plus de 80% de Hutus, il y a lieu de s'inquiéter pour les chances d'une paix durable dans cette région . Il faut aussi souligner la présence d'une forte communauté Tutsi à l'est de l'ex - Zaïre et en Ouganda. Ceci fait penser à la création de la fameuse « nation Tutsi » homogène et capable de s'imposer à tout moment à l'écrasante majorité Hutu dans cette région . C'est une idée que les Hutus n'ont cessé de commenter et de propager : simple imagination ou réalité, personne ne saura le dire. Une chose est claire, les Hutus prennent cette idée comme une menace sérieuse et mettent tout en oeuvre pour briser cet élan. D'ailleurs, depuis leur défaite, les anciennes forces armées rwandaises n'ont cessé de mener des incursions à l'intérieur du Rwanda causant à chaque fois des victimes souvent civiles. Les mêmes opérations sont menées dans le pays voisin, le Burundi, par les milices Hutus contre l'armée Burundaise. Il y aurait même une étroite collaboration entre les deux forces rebelles. Nous sommes de nouveau dans la logique des coalitions et la crainte d'un affrontement armé. Alors la question que se pose tout observateur de la crise rwandaise est la suivante:

Que faire pour éviter un nouveau drame au Rwanda afin que Tutsis et Hutus soient un seul et même peuple comme l'histoire et le destin les y prédisposaient ?

C _ Quel espoir de paix pour le Rwanda ?

Les idées à ce sujet ne manquent pas. Elles sont radicales ou modérées selon que les personnes qui les expriment sont sceptiques ou confiantes en l'avenir de ce pays.

Certains pensent que vouloir coûte que coûte faire cohabiter Tutsis et Hutus est une mission impossible. Pour eux - cette cohabitation sera toujours source de conflits et de massacres. Il faut, disent-ils, briser les frontières entre le Rwanda et son voisin le Burundi , reconsidérer l'état du " Rwanda - Urundi " tel que défini par le traité de Versailles en 1918, puis créer un état propre à chaque ethnie en respectant la proportion des populations, les Twas qui ne représentent qu'un 1% de la population pouvant se rattacher aux Hutus . Les adeptes de cette solution prennent comme exemple la création de l'état d'Israël après les événements de la deuxième guerre mondiale. Cette idée il faut le reconnaître pose de nos jours quelques problèmes : elle tend à mettre fin à la notion de l'intangibilité des frontières issues de la colonisation, résolution chère à l'organisation de l'unité africaine (O.U.A.); elle ouvre ensuite la porte à toutes les revendications territoriales latentes à travers le monde. Sur le plan de la sécurité, cette solution n'aura rien apporté car les deux nouveaux états voisins continueront à se faire la guerre.

D'autres, plus modérés, appellent à la reprise des accords d'Arusha, seuls gages d'un résultat positif durable. Mais, les deux protagonistes, n'en veulent plus. Le major général Paul Kagamé, vainqueur de l'armée d'Habyarimana et actuel chef d'état major, ministre de la

défense, a son idée arrêtée sur la question : répondant à une interview de Jeune Afrique dans son numéro 178 du 15 au 21 septembre 1994, il faisait comprendre en parlant des accords d'Arusha : " Pour nous c'est une base de principes , ce n'est pas une formule à appliquer au pied de la lettre " . Selon lui, en ayant introduit quelques Hutus modérés au gouvernement , fait appel aux réfugiés, il appliquait déjà les accords d'Arusha et personne ne devrait lui en demander davantage . Or, il n'appartient pas à un seul homme d'appliquer de façon subjective les accords convenus de commun accord avec la partie adverse. En clair, ces accords ne comptent plus pour lui, du moins pas pour l'instant. Quant aux Hutus déchus, il y a longtemps qu'ils protestaient contre ces accords; pour eux Arusha a dépossédé les Hutus de l'essentiel du pouvoir politique au profit des Tutsi, c'est ce qui explique que la C.D.R. , parti radical , ne les a jamais signés et ne se sent donc pas concerné. D'autre part, l'armée Hutu vaincue, humiliée et blessée dans son amour propre, ne va - t - elle pas vouloir reprendre le pouvoir par la force ou tout au moins aller à la prochaine table de négociation en position confortable?

Toutes ces considérations rendent l'avenir compliqué et la reprise des négociations incertaine, sauf si les Rwandais comprennent qu'ils sont les seuls à pouvoir faire la paix dans leur pays.

Comme nous l'avons vu plus haut, la chute du régime de Kigali en 1994 est le résultat d'une suite de crises qui prennent racines depuis la naissance de ce pays, il y a quelques siècles. Faute de solutions elles se sont développées au fil du temps prenant parfois des proportions dramatiques pour culminer en 1994 par une guerre civile et la mort de plusieurs centaines de milliers de personnes. Cette guerre a été rendue possible par l'intolérance et le radicalisme des deux ethnies .

Aujourd'hui, force est de reconnaître que la paix entre Tutsis et Hutus ne se trouve ni dans la victoire militaire d'une ethnie sur une autre, ni même dans la majorité numérique de l'une vis à vis de l'autre. Seules une tolérance réelle et une réconciliation très profonde, peuvent aider les gens à vivre dans ce petit pays de 26.338 km². A l'exemple de l'Afrique du sud qui l'expérimente avec succès, le Rwanda a besoin d'une journée de «vérité et réconciliation» au cours de laquelle Tutsis et Hutus se pardonneront mutuellement toutes les atrocités commises par tous. Le pardon serait ici un rempart devant les passions aveugles, source de haine ethnique et de massacre. Ce pardon montrerait aussi la grandeur d'âme de tout un peuple résolument décidé à oublier le passé au profit d'un avenir plus serein. Le pardon n'est pas réservé aux faibles. D'éminentes personnalités à travers le monde l'ont adopté comme moyen d'apaisement des tensions au nom de leurs états, parmi elles le pape Jean Paul II au nom de la communauté catholique pour les atrocités commises vis à vis des protestants, l'ex- président sud africain Frédéric Declerc pour l'apartheid longtemps utilisé par la minorité blanche sud africaine comme mode de gouvernement, le président français Jacques Chirac pour le rôle de la France dans la déportation des juifs sous le régime de Vichy, etc. Tout le monde a contribué à l'avènement de la guerre civile au Rwanda, depuis le mwami chef historique Tutsi jusqu'au président Habyarimana en passant par les colons allemands et belges. Ce que plusieurs ont contribué à détruire ne peut être reconstruit par un seul. C'est donc toute la communauté internationale qui doit à nouveau et de manière tout à fait désintéressée, se mobiliser pour aider ce pauvre pays dont l'insécurité est entrain de faire tâche d'huile dans la sous région.

Bibliographie.

- Atlas des relations internationales : Pascal Boniface (édition Hatier)
Histoires du XXème siècle, l'Afrique: Jean Ganiage et Hubert Deschamps et Odette
Guitard (édition Sirey)
Histoire de l'Afrique précoloniale Anne Stamm (Presse Universitaire de France)
Rwanda conflict Dixon Kamukama (Fountain Publishers) version anglaise .